

Monsieur le Premier Ministre : cessez d'allouer des fonds publics au financement des combustibles fossiles

Monsieur le Premier Ministre,

Alors que vos ministres de l'environnement et de l'énergie vont rencontrer leur homologues du G7 à Halifax cette semaine, nous vous écrivons aujourd'hui afin de vous adresser une demande bien simple : respectez votre promesse de cesser d'utiliser des fonds publics pour subventionner les combustibles fossiles. Vous pourriez donner suite à votre engagement dès maintenant en faisant preuve de transparence sur la quantité de fonds publics que le gouvernement fédéral alloue au soutien de l'exploration et de la production du pétrole, du gaz naturel et du charbon.

Le Canada est le pays du G7 qui offre à la production pétrolière et gazière le soutien gouvernemental le plus important par unité de PIB. Il termine bon dernier dans l'élimination de l'aide fiscale pour l'expansion du secteur pétrolier et gazier et occupe [l'avant-dernière position](#) parmi les pays du G7 en matière de transparence. L'an dernier, le gouvernement fédéral a même [empêché le vérificateur général](#) du Canada d'obtenir de l'information à ce sujet pour son audit.

La population souhaite fortement voir se concrétiser votre promesse d'éliminer le financement des énergies fossiles. Un récent [sondage réalisé par la firme Ekos](#) a révélé que les deux tiers des Canadiens sont en désaccord avec ces subventions, et la moitié de ceux-ci ont évoqué comme raison la nécessité d'accroître les efforts de lutte contre les changements climatiques. De plus, 96 % des Canadiens sont d'avis que le gouvernement devrait divulguer les montants qu'il octroie aux sociétés pétrolières et gazières.

Votre gouvernement a réalisé des progrès notables en ce qui concerne certaines mesures de lutte contre les changements climatiques. Quelques avancées ont également été réalisées au chapitre de l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles. En outre, le Canada a convenu au mois de juin de procéder, conjointement avec l'Argentine, à un examen par les pairs des subventions aux combustibles fossiles, qui constitue une étape cruciale de leur élimination progressive.

Toutefois, il est contre-productif de tarifier la pollution d'un côté tout en subventionnant des activités hautement polluantes de l'autre. Le gouvernement fédéral et certains [gouvernements provinciaux](#) continuent de verser chaque année aux entreprises de combustibles fossiles des milliards de dollars puisés à même les fonds publics et ce, en dépit du fait que le Canada se soit engagé il y a déjà plusieurs années à éliminer progressivement ces subventions. L'acquisition de l'oléoduc de Trans Mountain et de son projet d'expansion par le gouvernement ne fait qu'augmenter les probabilités que le Canada continue de financer l'industrie pétrolière, et soulève toute l'importance de la transparence dans cette déplorable opération de renflouement.

Ces subventions contrecarrent directement les mesures de lutte contre le changement climatique. Elles engouffrent des fonds publics déjà restreints pour les soustraire à d'autres secteurs prioritaires tels que les soins de santé, l'éducation et les énergies renouvelables. Elles incitent les industries polluantes à effectuer davantage de prospection et d'extraction

du pétrole, du gaz et du charbon. Qui plus est, elles exacerbent la pollution de l'environnement local — nocive pour la santé humaine — en plus de contribuer au maintien d'investissements dans des infrastructures à empreinte carbone élevée et d'agir comme effet contraire d'un prix sur le carbone.

La bonne nouvelle est qu'il existe une voie à suivre claire et accessible. La première étape consiste à faire preuve d'une transparence accrue grâce à un examen crédible, par les pairs, des subventions aux combustibles fossiles et à divulguer les dépenses fédérales directes ainsi que les montants des déductions fiscales annuelles réclamées pour l'exploration, l'aménagement et la production de charbon, de pétrole et de gaz. L'étape suivante consiste à établir une feuille de route pour l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles, en priorisant les plus dommageables qui encouragent les activités d'exploration et de production dans les secteurs pétrolier et gazier.

L'effet du changement climatique est la plus importante menace pour notre pays et notre planète et il n'y a plus de temps à perdre. Monsieur le Premier Ministre : cessez de subventionner les combustibles fossiles à même les fonds publics. Investissez plutôt dans un avenir propre sur le plan énergétique et dans lequel les travailleurs et les collectivités auront la plus grande importance.

- *Annie Bérubé, directrice des relations gouvernementales, Équiterre, avec la coalition #FinDesSubventionsFossiles (Environmental Defence, Équiterre, Institut international du développement durable, Oil Change International, Réseau action climat Canada)*